



## APPEL AUX PROFESSEUR-E-S

En 2013, L'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) et la Association of University Heads of Israel ont signé un Protocole d'entente par lequel ces associations multiplieront les liens académiques entre les institutions post-secondaires canadiennes et israéliennes.

Un regroupement de professeur-e-s et d'enseignant-e-s canadien-ne-s, « [Faculty for Palestine](#) » (F4P), a signé une lettre (voir encadré ci-dessous) **demandant l'abrogation de ce protocole**. Présentement, plus de 200 professeur-e-s et enseignant-e-s d'institutions post-secondaires canadiennes ont déjà signé la lettre. F4P souhaiterait que d'autres professeur-e-s et enseignant-e-s signent eux aussi la lettre.

Depuis le lancement en 2005 de la campagne de boycott d'Israël, la FNEEQ-CSN appuie la « campagne BDS » (Boycott, Désinvestissement, Sanctions).

**Nous invitons les professeur-e-s et enseignant-e-s à signer cette lettre. Pour ce faire, il suffit d'écrire à [fac4pal@gmail.com](mailto:fac4pal@gmail.com) en précisant votre nom et affiliation institutionnelle. Invitez vos collègues à signer. Merci.**

Sur la reconnaissance d'un État palestinien :

[Le Monde](#), 7 décembre 2014

[Le Devoir](#), 8 décembre 2014



### Universitaires pour la Palestine: Déclaration sur le boycottage et les liens institutionnels

L'offensive d'Israël contre la Palestine en juin et juillet 2014 nous rappelle avec force que la communauté mondiale doit soutenir les droits fondamentaux des Palestiniens. Nous, les soussignés, appuyons le boycottage universitaire des institutions israéliennes pour répondre à l'appel fait en 2005 par plus de 170 organisations de la société civile palestinienne, d'organiser une campagne de boycottage, désinvestissement et sanctions en soutien aux droits des Palestiniens.

Nous demandons que l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) annule le protocole d'entente avec les institutions israéliennes qu'elle a signé en juillet 2013 parce que ce protocole va à l'encontre du boycottage en encourageant des liens plus serrés entre les institutions postsecondaires au Canada et en Israël.

Le protocole d'entente de cinq ans entre l'AUCC et l'Association of University Heads Israel (AUH) ne fait qu'intensifier les liens entre les universités canadiennes et israéliennes au moment où les organisations de la société civile palestinienne nous demandent de boycotter les liens institutionnels. Il est important de rappeler que Gaza était sous bombardement le jour même du premier anniversaire de ce protocole.

Les universités israéliennes sont profondément impliquées dans la négation des droits palestiniens. Elles soutiennent le régime de l'occupation et du silence par des activités comme la recherche militaire, la planification architecturale des colonies et la création de noms hébreux pour remplacer les noms de villages palestiniens détruits. En même temps, les droits des Palestiniens à l'éducation et à la liberté académique sont compromis par leur expérience de l'occupation, par leur statut de citoyens de seconde zone dans les institutions pédagogiques israéliennes, ainsi que par l'exil.

Le temps est arrivé de soutenir les droits fondamentaux des Palestiniens qui vivent sous occupation, comme citoyens de seconde zone en Israël ou comme réfugiés ailleurs. La campagne de boycott, désinvestissement et sanctions, en solidarité avec le mouvement contre l'apartheid en l'Afrique du Sud, nous a montré comment la solidarité à l'échelle mondiale peut contribuer à faire reconnaître les droits fondamentaux. Nous nous engageons à travailler sur nos propres campus pour bâtir et soutenir toute campagne de boycottage, désinvestissement et sanction qui vise les liens avec l'État d'Israël et ses institutions.

Nous demandons à l'AUCC d'abroger le protocole d'entente de juillet 2013 qui ne fait que favoriser des liens plus importants entre les institutions canadiennes et israéliennes.